Communauté d'Agglomération
Béthune-Bruay
Artois Lys Romane

**ARRETE N° AG/22/65**

**ARRETE DE VOIRIE**
**PORTANT ALIGNEMENT**
**2150 rue de la Libération à Bruay-la-Buissière**

**Le Président de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay Artois-Lys Romane,**

Vu les articles L 112-1 à L 112-7 et L 141-12, L116-1 à L116-8, R116-1 et R116-2 du code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'état des lieux,

Vu l'acte incorporant la voirie dans le Domaine Public communautaire,

Vu le permis de construire délivré sur le bien concerné,

Vu l'arrêté n°AG/22/14 en date du 12 Mai 2022 portant délégation de signature à Monsieur Bernard WEPPE, Directeur Général des Services Techniques de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane,

Vu l'avis réputé favorable du Maire de la commune de Bruay-la-Buissière, en date du 10/02/2022

Considérant la demande en date du 03/11/2021 adressée par NLH, notaire à Lille Hellemmes (59260), demeurant 196 rue Roger Salengro sollicitant la délivrance d'un arrêté d'alignement au droit de l'immeuble 2150 rue de la Libération à Bruay-la-Buissière, cadastré AM425.

## ARRETE

**Article 1 : Alignement**
L'immeuble n'étant pas frappé par un alignement réglementaire, l'alignement de la voie au droit de l'immeuble est défini par d'un coté du portail, le grillage puis de l'autre côté, le muret. A 4M40 du fil d'eau (borduration)

**Article 2 : Responsabilité**
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 : Formalités d'urbanisme**
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**Article 4 : Validité de l'arrêté d'alignement**
Le présent arrêté est valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées. Il n'est pas créateur de droit et peut être retiré à tout moment.

**Article 5 : Notification – Publicité**
Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération et fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération et en Mairie.

**Article 6 : Délai et voie de recours - Retrait**
Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification au demandeur. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux par saisine de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux de deux mois à compter de la réception de la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la collectivité vaut rejet implicite du recours gracieux.

**Article 7 : Exécution**
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Béthune, le 0 8 JUIN 2022

Par délégation du Président,
Le Directeur Général des Services Techniques,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE BÉTHUNE-BRUAY – LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Bernard WEPPE

Notifié à l'intéressé le : 1 3 JUIN 2022
Certifié exécutoire par le Président
Et de la publication le : 0 8 JUIN 2022

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE BÉTHUNE-BRUAY – LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Le Directeur Général des Services Techniques,

Bernard WEPPE

DIFFUSION :
Le demandeur, pour application ;
La commune de Bruay-La-Buissière pour information ;

ANNEXE :
-Plan cadastral

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, du Règlement Général sur la Protection des Données entré en vigueur le 25 mai 2018 suite à la directive européenne du 27 avril 2016 (2016/679), le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Communauté d'Agglomération ci-dessus désignée.*